

“ Les banquiers centraux seront sur une corde raide pendant un certain temps encore. Mais ils ont fait la preuve de leur savoir-faire, et disposent par ailleurs de marges d'action, si nécessaire. ”

ÉTUDES **ECONOMIQUES**



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

SOMMAIRE

2

3

ÉDITORIAL

Atterrissage en douceur en vue, mais la prudence reste de mise

4

REVUE DES MARCHÉS

L'évolution hebdomadaire des marchés (change, bourse, taux, matières premières, etc)

6

SCÉNARIO ÉCONOMIQUE

Les principales prévisions économiques et financières

7

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Les derniers articles, graphiques commentés, vidéos et podcasts des Études économiques



ATTERRISSAGE EN DOUCEUR EN VUE, MAIS LA PRUDENCE RESTE DE MISE

Moins de 2 ans après avoir atteint des sommets inédits depuis plusieurs décennies, l'inflation se rapproche des objectifs des banques centrales dans la plupart des pays du monde. Il est toutefois trop tôt pour crier victoire, car les décideurs de politique monétaire devront encore faire face à des courants contraires. Ils ont toutefois déjà fait la preuve de leur savoir-faire, et disposent par ailleurs de marges d'action, si nécessaire. Par conséquent, le scénario de référence pour l'année à venir est plutôt favorable tant pour les économies avancées que pour les marchés émergents, avec un assouplissement progressif des conditions financières (en raison de la baisse des taux d'intérêt et de l'affaiblissement probable du dollar américain) permettant à l'activité de se stabiliser autour de la croissance tendancielle.

Près de cinq ans après le début de la pandémie de Covid et après les turbulences économiques historiques qu'elle a générées, un atterrissage en douceur semble enfin être en vue pour l'économie mondiale.

Plus précisément, l'inflation, moins de 2 ans après avoir atteint des sommets inédits depuis plusieurs décennies, se rapproche des objectifs des banques centrales dans la plupart des pays du monde. Fait remarquable, les coûts économiques de cette désinflation rapide ont été bien plus faibles qu'attendu : dans la plupart des régions, l'emploi est maintenant plus élevé qu'avant la pandémie, le chômage est proche des planchers historiques et la croissance est restée positive, voire, dans certains cas, supérieure à la tendance.

Après avoir procédé au resserrement de leur politique monétaire le plus brutal depuis des décennies et s'être maintenues en territoire très restrictif pendant environ un an, les principales banques centrales ont maintenant toutes amorcé un cycle d'assouplissement. En effet, la Réserve fédérale américaine (Fed), a fini par se joindre à la fête le 18 septembre dernier avec une baisse de 50 points de base de son taux directeur.

Il est toutefois trop tôt pour crier victoire, car les décideurs de politique monétaire devront encore faire face à des courants contraires. Et cela même en faisant abstraction de l'environnement géopolitique actuel particulièrement instable. Quels sont-ils ?

Du côté de l'inflation, celle des services reste obstinément élevée : dans la zone euro, elle est quasiment deux fois plus élevée que son niveau pré-pandémique. Cela signifie qu'elle n'est proche de l'objectif que grâce à deux facteurs qui pourraient n'être que temporaires : une évolution favorable du prix des denrées alimentaires et de l'énergie, et une inflation bien inférieure à l'objectif pour les biens. Cela pourrait limiter le rythme et l'ampleur futurs de l'assouplissement monétaire. Nous constatons d'ailleurs déjà que certains « assouplisseurs » précoces, comme la Banco Central do Brazil, ont dû récemment relever leur taux d'intérêt.

Du côté de la croissance, trois éléments appellent à la vigilance :

- L'industrie est en récession dans la plupart des pays du monde, la chute des importations chinoises exerçant un frein important à l'activité industrielle mondiale. Les mesures de soutien à l'activité et aux marchés tout récemment annoncées devraient aider l'activité chinoise à se stabiliser, mais à un niveau inférieur à celui d'avant la

pandémie. Les données les plus récentes en provenance d'Europe suggèrent une faiblesse généralisée du sentiment des entreprises et de l'activité. Pendant ce temps, les tensions sur les marchés du travail s'affaiblissent dans le monde entier, une normalisation bienvenue qui pourrait toutefois facilement basculer dans une nette détérioration, comme l'ont récemment admis certains décideurs de la Fed.

- Sauf aux États-Unis, la consommation n'a pas encore été stimulée par la hausse du pouvoir d'achat venant de la baisse de l'inflation et des taux d'intérêt. Au lieu de cela, les taux d'épargne ont augmenté et sont maintenant bien supérieurs à la moyenne pré-covid en zone euro et au Royaume-Uni. La confiance des ménages est faible et toute détérioration du marché du travail risque de l'aggraver.

- Les ratios dette/PIB étant partout beaucoup plus élevés qu'avant la pandémie, la politique budgétaire doit maintenant réaliser un ajustement pérenne, en particulier là où il a fait défaut en 2024. Dans la plupart des cas, cet ajustement pourra être progressif, et le frein à la croissance qui en résultera pourra être compensé par l'assouplissement monétaire. Toutefois, si les politiques budgétaires mises en place échouent à opérer un tel ajustement, voire sont expansionnistes (une éventualité aux États-Unis), les banques centrales pourraient se retrouver dans l'incapacité d'assouplir autant que prévu. Et les craintes du marché quant à la viabilité de la dette pourraient ajouter une prime supplémentaire à son coût, contribuant ainsi au resserrement des conditions financières.

Ainsi, les banquiers centraux seront sur une corde raide pendant un certain temps encore. Mais ils ont fait la preuve de leur savoir-faire, et par ailleurs ont des marges d'action, si nécessaire. Par conséquent, le scénario de référence pour l'année à venir est plutôt favorable tant pour les économies avancées que pour les marchés émergents, avec un assouplissement progressif des conditions financières (en raison de la baisse des taux d'intérêt et de l'affaiblissement probable du dollar américain) permettant à l'activité de se stabiliser autour de la croissance tendancielle.

C'est exactement le genre d'environnement dont les autres décideurs économiques ont besoin pour se recentrer sur la résolution des défis à long terme bien connus mais de plus en plus pressants : faible croissance de la productivité, vieillissement de la population, changement climatique, et plus récemment sécurité économique.

Isabelle Mateos y Lago

Les banquiers centraux seront sur une corde raide pendant un certain temps encore. Mais ils ont fait la preuve de leur savoir-faire, et disposent par ailleurs de marges d'action, si nécessaire.



REVUE DES MARCHÉS

VUE D'ENSEMBLE

Semaine du 20-9-24 au 27-9-24

↗ CAC 40	7.500	↘ 7.792	+3.9 %	
↗ S&P 500	5.703	↘ 5.738	+0.6 %	
↗ Volatilité (VIX)	16.2	↘ 17.0	+0.8 pb	
↘ Euribor 3m (%)	3.44	↘ 3.33	-11.0 pb	
↘ Libor \$ 3m (%)	4.95	↘ 4.85	-9.8 pb	
↘ OAT 10a (%)	2.88	↘ 2.85	-3.8 pb	
↘ Bund 10a (%)	2.16	↘ 2.07	-8.7 pb	
↗ US Tr. 10a (%)	3.73	↘ 3.74	+1.4 pb	
↗ Euro vs dollar	1.11	↘ 1.12	+0.3 %	
↗ Or (once, \$)	2.614	↘ 2.648	+1.3 %	
↘ Pétrole (Brent, \$)	74.8	↘ 71.7	-4.1 %	

Taux d'intérêt (%)

€ BCE	3.65	4.50	le 01/01	3.65
Euribor 3m	3.33	3.97	le 18/01	3.33
Euribor 12m	2.77	3.76	le 19/03	2.76
\$ FED	5.00	5.50	le 01/01	5.00
Libor 3m	4.85	5.61	le 20/06	4.85
Libor 12m	6.04	6.04	le 01/01	6.04
£ Bque Angl	5.00	5.25	le 01/01	5.00
Libor 3m	5.30	5.33	le 06/03	5.30
Libor 12m	0.81	0.81	le 01/01	0.81

Au 27-9-24

MARCHÉS MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

€ Moy. 5-7a	2.64	2.64	le 01/01	2.64	le 01/01				
Bund 2a	2.33	3.23	le 10/06	2.33	le 27/09				
Bund 10a	2.07	2.66	le 29/05	2.02	le 03/01				
OAT 10a	2.85	3.30	le 01/07	2.47	le 01/01				
Corp. BBB	3.48	4.14	le 10/06	3.48	le 27/09				
Treas. 2a	3.59	5.10	le 30/04	3.55	le 24/09				
Treas. 10a	3.74	4.70	le 25/04	3.62	le 16/09				
High Yield	7.09	8.24	le 16/04	7.09	le 27/09				
€ Gilt. 2a	3.75	4.96	le 29/05	3.62	le 16/09				
Gilt. 10a	3.98	4.41	le 29/05	3.60	le 01/01				

Au 27-9-24

TAUX DE CHANGE

1€ =									
USD	1.12	1.12	le 27/09	1.06	le 15/04	+1.2%			
GBP	0.83	0.87	le 02/01	0.83	le 24/09	-3.8%			
CHF	0.94	0.99	le 27/05	0.93	le 08/01	+1.2%			
JPY	159.71	174.98	le 10/07	155.33	le 02/01	+2.6%			
AUD	1.61	1.70	le 05/08	1.60	le 11/07	-0.4%			
CNY	7.84	7.98	le 23/08	7.69	le 15/04	+0.1%			
BRL	6.08	6.34	le 05/08	5.31	le 13/02	+13.2%			
RUB	104.33	104.33	le 27/09	89.75	le 19/06	+5.6%			
INR	93.57	93.79	le 23/08	88.68	le 12/04	+1.8%			

Au 27-9-24

Variations

MATIÈRES PREMIÈRES

Prix spot, \$											
Pétrole, Brent	71.7	91.6	le 12/04	69.6	le 10/09	-7.8%					-8.9%
Or (once)	2.648	2.667	le 26/09	1.989	le 14/02	+28.2%					+26.7%
Métaux, LMEX	4.313	4.652	le 21/05	3.558	le 09/02	+14.6%					+13.3%
Cuivre (tonne)	9.847	10.801	le 20/05	8.065	le 09/02	+16.3%					+15.0%
Blé (tonne)	176	2.5	le 28/05	169	le 19/09	-24.5%					-25.4%
Maïs (tonne)	149	1.7	le 13/05	133	le 26/08	-14.4%					-15.5%

Au 27-9-24

Variations

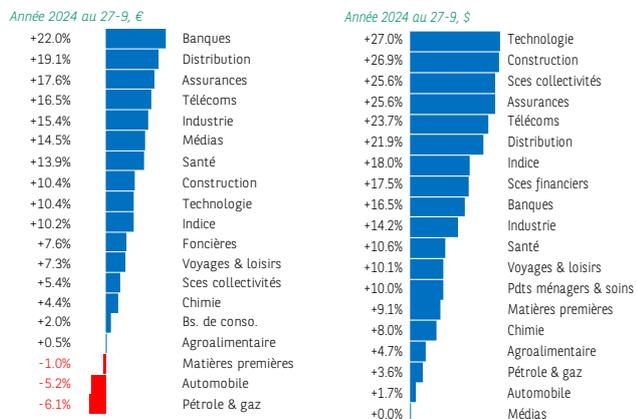
INDICES ACTIONS

Monde									
MSCI Monde	3.727	3.727	le 27/09	3.114	le 04/01	+17.6%			
Amérique du Nord									
S&P500	5.738	5.745	le 26/09	4.689	le 04/01	+20.3%			
Europe									
EuroStoxx50	5.067	5.101	le 15/05	4.403	le 17/01	+12.1%			
CAC 40	7.792	8.240	le 15/05	7.130	le 06/08	+3.3%			
DAX 30	19.474	19.474	le 27/09	16.432	le 17/01	+16.2%			
IBEX 35	11.968	11.968	le 27/09	9.858	le 19/01	+18.5%			
FTSE100	8.321	8.446	le 15/05	7.446	le 17/01	+7.6%			
Asie Pacifique									
MSCI, loc.	1.420	1.469	le 11/07	1.195	le 05/08	+13.9%			
Nikkei	39.830	42.224	le 11/07	31.458	le 05/08	+19.0%			
Emergents									
MSCI Emergents (\$)	1.175	1.175	le 27/09	958	le 17/01	+14.7%			
Chine	67	67	le 27/09	49	le 22/01	+20.5%			
Inde	1.164	1.164	le 27/09	915	le 03/01	+27.1%			
Brésil	1.505	1.800	le 01/01	1.365	le 05/08	-5.9%			

Au 27-9-24

Variations

PERFORMANCE PAR SECTEUR (Eurostoxx50 & S&P500)

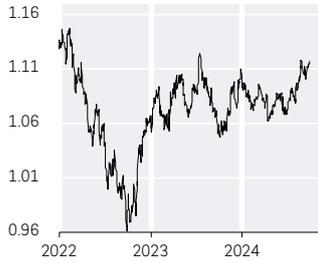


SOURCES : REFINITIV, BNP PARIBAS

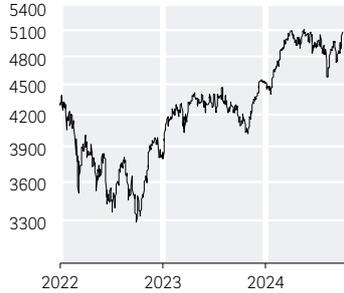


REVUE DES MARCHÉS

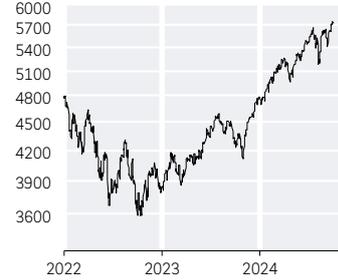
EURO-DOLLAR



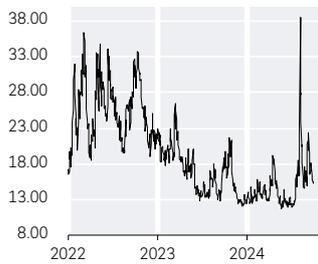
EUROSTOXX50



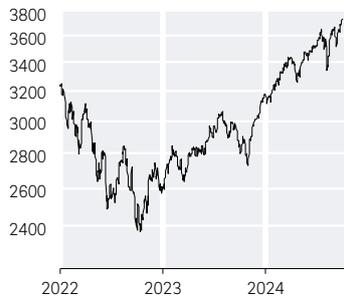
S&P500



VOLATILITÉ (VIX, S&P500)



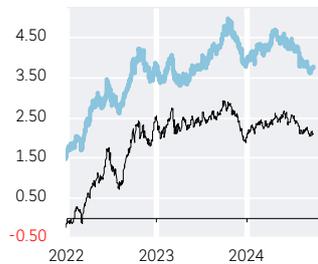
MSCI MONDE (USD)



MSCI ÉMERGENTS (USD)



RENDEMENT OBLIGATAIRE À 10 ANS, TREASURIES VS BUND



—Bunds —Bons du Trésor américain (Treasuries)

RENDEMENT OBLIGATAIRE À 10 ANS



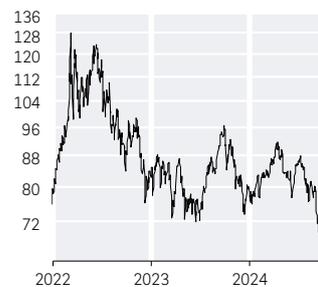
—Bunds —OAT

RENDEMENT OBLIGATAIRE À 10 ANS & SPREADS

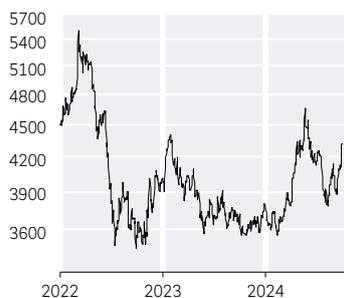
Année 2024 au 27-9

3.59%	Grèce	152 pb
3.33%	Italie	126 pb
2.88%	Espagne	81 pb
2.85%	France	77 pb
2.64%	Belgique	57 pb
2.64%	Autriche	57 pb
2.64%	Portugal	56 pb
2.61%	Finlande	53 pb
2.43%	P-Bas	36 pb
2.32%	Irlande	25 pb
2.07%	Allemagne	

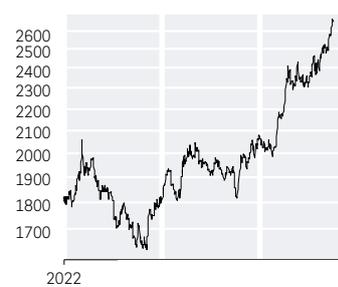
PÉTROLE (BRENT, USD)



MÉTAUX (LMEX, USD)



OR (ONCE, USD)



SOURCES : REFINITIV, BNP PARIBAS



SCÉNARIO ÉCONOMIQUE

6

ÉTATS-UNIS

L'éventualité d'une récession américaine consécutive au resserrement monétaire continue d'être écartée face à la résilience d'une économie qui a progressé de 2,5% en moyenne sur l'ensemble de l'année 2023. Après un ralentissement au T1 2024 (+0,3% t/t contre +0,8% au T4 2023), le PIB a réaccélééré à +0,7% au T2 2024, toujours porté par les contributions de la consommation et de l'investissement. Notre scénario central table sur une croissance de +2,6% en moyenne annuelle en 2024, grâce à l'acquis de croissance mais aussi à la progression des revenus réels. Le pic de l'inflation a été atteint mi-2022 et, si les chiffres du premier trimestre avaient nourri quelques inquiétudes, les données du T2 et du début de T3 ont marqué la reprise nette de la trajectoire de désinflation. En outre, l'IPC devrait s'élever encore à +2,5% a/a au dernier trimestre 2024. Ce contexte, associé au refroidissement du marché du travail, a ouvert la voie à un assouplissement de la part de la Fed. Aussi, une baisse de 50 pb de la cible de taux a été décidée en septembre, tandis que deux nouvelles baisses (-25 pb) devraient intervenir avant la fin de l'année, portant la cible à +4,25% - +4,5%.

CHINE

Après un rebond au T1 2024, la croissance économique a ralenti au T2 et s'est établie à 5% en g.a. sur l'ensemble du premier semestre. Les différentes composantes de la croissance ont affiché des trajectoires divergentes. Dans le secteur manufacturier, la croissance est solide, portée par les exportations et soutenue par la politique industrielle des autorités chinoises. Son dynamisme devrait néanmoins fléchir dans les prochains trimestres. Dans les services, l'activité continue de manquer de vigueur. La demande intérieure reste freinée par la crise immobilière, les incertitudes réglementaires, et la faiblesse de la confiance des consommateurs et des investisseurs privés. Les récentes mesures pour relancer l'activité du secteur immobilier n'ont pas eu d'effets pour le moment et la croissance du crédit a ralenti depuis le début de l'année, en dépit des mesures d'assouplissement monétaire. À court terme, les autorités devraient maintenir leur politique industrielle inchangée, et opter pour de nouvelles mesures de soutien monétaire et budgétaire. Ceci devrait finalement aider au renforcement de la demande intérieure. L'inflation des prix à la consommation a très légèrement accéléré pendant l'été (passant à +0,6% en août), mais l'inflation sous-jacente est très faible et le déséquilibre entre offre et demande entretient les pressions déflationnistes.

ZONE EURO

La croissance en zone euro devrait se stabiliser à 0,3% t/t au troisième et quatrième trimestre 2024, soit un rythme légèrement supérieur à celui enregistré au deuxième trimestre, qui a été pour sa part abaissé à 0,2% t/t par Eurostat. Les difficultés dans l'industrie, mises en évidence par la détérioration des indices PMI en septembre, et l'incertitude sur l'économie chinoise, accroissent toutefois les risques à la baisse sur nos prévisions. Des écarts de croissance importants persisteront entre les États membres au second semestre : des gains d'activité plus soutenus sont davantage attendus en Espagne et en Italie, qu'en Allemagne et en France. Dans son ensemble, la croissance en zone euro serait soutenue par la poursuite du cycle de baisse des taux d'intérêt par la BCE, enclenché en juin, et qui serait suivie de deux nouvelles baisses de 25 points de base en octobre et décembre. La croissance devrait aussi être soutenue par un marché du travail faisant toujours preuve de résistance et par le déboursement des fonds NGEU et ses déploiements sur le terrain. Nous anticipons une stabilisation de l'inflation autour de la cible des 2% à l'horizon du second semestre 2025.

FRANCE

L'économie française a poursuivi sa croissance au 2e trimestre 2024, à 0,2% t/t (après +0,3% t/t au 1er trimestre 2024), soutenue principalement par les exportations. La désinflation est désormais nette (1,5% a/a en septembre 2024 contre 5,7% a/a un an plus tôt selon l'indice harmonisé), ce qui n'a pour le moment pas engendré une accélération de la croissance de la consommation des ménages. En conséquence, la croissance devrait être relativement stable à 1,2% en 2024 comme en 2025 (contre 1,1% en 2023).

TAUX & CHANGE

La Réserve fédérale américaine a entamé son cycle de détente monétaire en septembre, avec une première baisse de 50 points de base. Celle-ci serait suivie de deux autres baisses de 25 pb en novembre et décembre. Deux nouvelles baisses de taux sont également attendues du côté de la BCE (octobre et décembre) d'ici à la fin de l'année 2024, tandis que la BoE procéderait à une baisse.

Des deux côtés de l'Atlantique, les taux directeurs en termes réels, et donc le degré de restriction monétaire, resteraient toutefois à peu près inchangés. La baisse induite des taux longs devrait être limitée par l'importance des émissions obligataires sur fond de *quantitative tightening*.

La Banque du Japon (BoJ) a été la première banque centrale des pays du G7 à agir en 2024, en actant conjointement, lors de la réunion de politique monétaire de mars, la fin de la politique des taux d'intérêt négatifs et de contrôle des taux d'intérêt. Après avoir été ainsi relevée, passant d'un corridor de -0,1-0,0% à 0,0-0,1%, la cible de taux a fait l'objet d'un nouveau relèvement de +15 pb à l'occasion de la réunion de juillet. Dans le même temps, la réduction de moitié du volume d'achat des titres d'État a été annoncée. Nous prévoyons une normalisation progressive de la politique monétaire dans le pays, avec une hausse supplémentaire d'ici à la fin de l'année 2024 (+25 pb) et trois hausses au courant de l'année 2025.

Nous sommes fondamentalement baissiers sur le dollar mais il est, pour l'heure, soutenu par les tensions géopolitiques et les divergences entre les États-Unis et la zone euro (plus de croissance, plus d'inflation, moins de relâchement monétaire de l'autre côté de l'Atlantique). Cela conduit à reporter dans le temps la dépréciation attendue, notamment vis-à-vis de l'euro, et à la modérer. Le yen devrait aussi finir par se renforcer vis-à-vis du dollar US, sous l'effet, notamment, du décalage de politique monétaire, la BoJ étant en phase de resserrement monétaire.

CROISSANCE DU PIB ET INFLATION

%	Croissance du PIB				Inflation			
	2022	2023	2024 e	2025 e	2022	2023	2024 e	2025 e
États-Unis	1,9	2,5	2,6	1,9	8,0	4,1	2,9	2,2
Japon	0,9	1,7	-0,2	0,7	2,5	3,2	2,6	2,2
Royaume-Uni	4,4	0,1	1,2	1,5	9,1	7,4	2,6	2,4
Zone euro	3,5	0,5	0,8	1,4	8,4	5,4	2,3	1,8
Allemagne	1,9	-0,1	0,1	1,0	8,7	6,1	2,4	2,0
France	2,6	1,1	1,2	1,2	5,9	5,7	2,5	1,2
Italie	4,2	1,0	0,9	1,2	8,7	6,0	1,0	1,7
Espagne	5,8	2,5	2,8	2,5	8,3	3,4	2,9	1,8
Chine	3,0	5,2	4,9	4,5	2,0	0,2	0,4	1,3
Inde*	7,0	8,2	6,9	6,7	6,7	5,4	4,7	4,3
Brésil	2,9	2,9	3,1	2,0	9,3	4,6	4,3	3,8

Source : BNP Paribas (e. Estimations, prévisions)

Mise à jour le 30 septembre 2024

* année budgétaire du 1er avril de l'année t au 31 mars de l'année t+1.

TAUX D'INTÉRÊT ET TAUX DE CHANGE

Taux d'intérêt, %		T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025
Fin de période						
E-Unis	Fed Funds (borne supérieure)	4,50	4,00	3,75	3,50	3,25
	Treas. 10a	3,00	2,75	2,50	2,25	2,25
Zone euro	Taux de dépôt	3,25	3,00	2,75	2,50	2,50
	Bund 10a	2,15	2,10	2,10	2,15	2,25
	OAT 10a	2,88	2,80	2,85	2,85	2,95
	BTP 10 ans	3,60	3,40	3,45	3,55	3,65
Royaume-Uni	BONO 10 ans	2,93	2,85	2,85	2,88	2,98
	Taux BoE	4,75	4,50	4,25	4,00	3,75
Japon	Gilt 10a	3,80	3,80	3,60	3,50	3,65
	Taux BoJ	0,50	0,75	1,00	1,00	1,25
	JGB 10a	1,25	1,40	1,55	1,70	1,80
Taux de change						
Fin de période		T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025
USD	EUR / USD	1,12	1,13	1,14	1,14	1,15
	USD / JPY	139	138	136	134	131
	GBP / USD	1,35	1,36	1,37	1,37	1,39
EUR	EUR / GBP	0,83	0,83	0,83	0,83	0,83
	EUR / JPY	156	156	155	153	151

Pétrole

Moyenne trimestrielle	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025
Pétrole USD/baril	82	79	75	80	77

Sources : BNP Paribas (Market Economics, Interest Rate Strategy, FX Strategy, Commodities Desk Strategy)

Mise à jour le 30 septembre 2024



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

DERNIÈRES PUBLICATIONS DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

7

Le pilotage fin des banques centrales	EcoTV	26 septembre 2024
Vers un assouplissement monétaire généralisé en Asie	Graphique de la Semaine	25 septembre 2024
Transition énergétique européenne : encordement nécessaire pour Everest à gravir	EcoWeek	23 septembre 2024
Baromètre de l'inflation - septembre 2024 Poursuite de la désinflation	EcoCharts	20 septembre 2024
Réunion du FOMC : La Fed montre son engagement à respecter son mandat dual	EcoBrief	19 septembre 2024
Turquie : Crédit bancaire domestique et taux d'intérêt	EcoTV	19 septembre 2024
France : La baisse de l'encours des crédits immobiliers devrait se poursuivre	Graphique de la Semaine	18 septembre 2024
Pays émergents : entre amélioration des conditions financières et ralentissement chinois	EcoWeek	16 septembre 2024
FOMC : Les enjeux de la réunion de septembre	EcoBrief	16 septembre 2024
Royaume-Uni : un regain d'activité en trompe l'œil	EcoTV	12 septembre 2024
Zone euro : vers une épargne durablement plus élevée	Graphique de la Semaine	11 septembre 2024
Après Jackson Hole : un peu de clarté, encore beaucoup d'incertitude	EcoWeek	10 septembre 2024
Révolution de l'électricité « verte » : bien partie, l'Union européenne doit encore accélérer	Graphique de la Semaine	4 septembre 2024
États-Unis et zone euro : les faits, les faits stylisés et le sentiment	EcoWeek	2 septembre 2024
France : l'inflation en deçà de 2%, c'est maintenant ?	EcoBrief	28 août 2024
Numéro de juillet 2024	LE PETIT ATLAS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE	26 juillet 2024
Essor des échanges commerciaux de l'ASEAN avec la Chine : des opportunités et des risques	EcoTV	25 juillet 2024
Le manque de logements, un défi de taille pour le parti travailliste	Graphique de la Semaine	25 juillet 2024
Baromètre de l'inflation - juillet 2024 Tendances contrastées	EcoCharts	24 juillet 2024
À la croisée de l'abondance, de la rareté et des perturbations	EcoWeek	24 juillet 2024
Numéro de juillet 2024	EcoPulse	19 juillet 2024



RECHERCHE ÉCONOMIQUE GROUPE

Isabelle Mateos y Lago
Cheffe économiste

isabelle.mateosylago@bnpparibas.com

ÉCONOMIES DE L'OCDE ET STATISTIQUES

Hélène Baudchon

Adjointe à la cheffe économiste - Responsable

+33 1 58 16 03 63

helene.baudchon@bnpparibas.com

Stéphane Colliac

France, Allemagne

+33 1 42 98 26 77

stephane.colliac@bnpparibas.com

Guillaume Derrien

Zone euro, Royaume-Uni - Commerce international

+33 1 55 77 71 89

guillaume.a.derrien@bnpparibas.com

Anis Bensaidani

États-Unis, Japon

+33 1 87 74 01 51

anis.bensaidani@bnpparibas.com

Lucie Barette

Europe du Sud

+33 1 87 74 02 08

lucie.barette@bnpparibas.com

Tarik Rharrab

Statistiques

PROJECTIONS ÉCONOMIQUES, RELATIONS AVEC LE RÉSEAU FRANCE

Jean-Luc Proutat

Responsable

+33 1 58 16 73 32

jean-luc.proutat@bnpparibas.com

ÉCONOMIE BANCAIRE

Laurent Quignon

Responsable

+33 1 42 98 56 54

laurent.quignon@bnpparibas.com

Céline Choulet

+33 1 43 16 95 54

celine.choulet@bnpparibas.com

Thomas Humblot

+33 1 40 14 30 77

thomas.humblot@bnpparibas.com

Marianne Mueller

+33 1 40 14 48 11

marianne.mueller@bnpparibas.com

ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET RISQUE PAYS

François Faure

Responsable – Argentine, Turquie, méthodologie, modélisation

+33 1 42 98 79 82

francois.faure@bnpparibas.com

Christine Peltier

Adjointe – Grande Chine, Vietnam, méthodologie

+33 1 42 98 56 27

christine.peltier@bnpparibas.com

Stéphane Alby

Afrique francophone

+33 1 42 98 02 04

stephane.alby@bnpparibas.com

Pascal Devaux

Moyen-Orient, Balkans

+33 1 43 16 95 51

pascal.devaux@bnpparibas.com

Hélène Drouot

Corée, Thaïlande, Philippines, Mexique, pays andins

+33 1 42 98 33 00

helene.drouot@bnpparibas.com

Salim Hammad

Amérique latine

+33 1 42 98 74 26

salim.hammad@bnpparibas.com

Cynthia Kalasopatan Antoine

Ukraine, Europe centrale

+33 1 53 31 59 32

cynthia.kalasopatanantoine@bnpparibas.com

Johanna Melka

Inde, Asie du Sud, Russie, Kazakhstan

+33 1 58 16 05 84

johanna.melka@bnpparibas.com

Lucas Plé

Afrique anglophone et lusophone

+33 1 40 14 50 18

lucas.ple@bnpparibas.com

CONTACT MEDIA

Mickaëlle Fils Marie-Luce

+33 1 42 98 48 59

mickaëlle.filsmarie-luce@bnpparibas.com



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

RECHERCHE ÉCONOMIQUE GROUPE

ECOCONJONCTURE

Analyse approfondie de sujets structurels ou d'actualité

ECOEMERGING

Analyses et prévisions sur une sélection d'économies émergentes

ECOPERSPECTIVES

Analyses et prévisions des principaux pays, développés et émergents

ECOFLASH

Un indicateur, un évènement économique majeur. Le détail ...

ECOWEEK

L'actualité économique de la semaine et plus...

ECOPULSE

Baromètre mensuel des indicateurs conjoncturels des principales économies de l'OCDE

ECOCHARTS

Panorama mensuel des dynamiques d'inflation au sein des principales économies développées

ECOTV WEEK

Quel est l'évènement de la semaine ?
La réponse dans vos deux minutes d'économie

EN ÉCO DANS LE TEXTE

Le podcast de l'actualité économique

POUR RECEVOIR NOS PUBLICATIONS

ABONNEZ-VOUS SUR LE SITE ONGLET ABONNEMENT
voir le site des études économiques

ET

SUIVEZ-NOUS SUR LINKEDIN
voir la page [linkedin](#) des études économiques

OU TWITTER
voir la page [twitter](#) des études économiques



Les informations et opinions exprimées dans ce document ont été obtenues de, ou sont fondées sur des sources d'information publiques réputées fiables, mais BNP Paribas ne garantit, expressément ou implicitement, ni leur exactitude, ni leur exhaustivité, ni leur mise à jour. Ce document ne constitue ni une offre, ni une sollicitation d'achat ou de vente de titres ou autres placements. Il ne constitue ni du conseil en investissement, ni de la recherche ou analyse financière. Les informations et opinions contenues dans ce document ne sauraient dispenser l'investisseur d'exercer son propre jugement ; elles sont par ailleurs susceptibles d'être modifiées à tout moment sans notification et ne sauraient servir de seul support à une évaluation des instruments éventuellement mentionnés dans le présent document. Toute éventuelle référence à une performance réalisée dans le passé ne constitue pas une indication d'une performance future. Dans toute la mesure permise par la loi, aucune société du Groupe BNP Paribas n'accepte d'être tenue pour responsable (y compris en raison d'un comportement négligent) au titre de pertes directes ou découlant indirectement d'une utilisation des informations contenues dans ce document ou d'une confiance accordée à ces informations. Toutes les estimations et opinions contenues dans ce document reflètent notre jugement à la date de publication des présentes. Sauf indication contraire dans le présent document, il n'est pas prévu de le mettre à jour. BNP Paribas SA et l'ensemble des entités juridiques, filiales ou succursales (ensemble désignées ci-après « BNP Paribas »), sont susceptibles d'agir comme teneur de marché, d'agent ou encore, à titre principal, d'intervenir pour acheter ou vendre des titres émis par les émetteurs mentionnés dans ce document, ou des dérivés y afférents. BNP Paribas est susceptible notamment de détenir une participation au capital des émetteurs ou personnes mentionnés dans ce document, de se trouver en position d'acheteur ou vendeur de titres ou de contrats à terme, d'options ou de tous autres instruments dérivés reposant sur l'un de ces sous-jacents. Les cours, rendements et autres données similaires du présent document, y figurent au titre d'information. De nombreux facteurs agissent sur les prix de marché et il n'existe aucune certitude que les transactions peuvent être réalisées à ces prix. BNP Paribas, ses dirigeants et employés, peuvent exercer ou avoir exercé des fonctions d'employé ou dirigeant auprès de toute personne mentionnée dans ce document, ou ont pu intervenir en qualité de conseil auprès de cette (ces) personne(s). BNP Paribas est susceptible de solliciter, d'exécuter ou d'avoir dans le passé fourni des services de conseil en investissement, de souscription ou tous autres services au profit de la personne mentionnée aux présentes au cours des 12 derniers mois précédant la publication de ce document. BNP Paribas peut être partie à un contrat avec toute personne ayant un rapport avec la production du présent document. BNP Paribas est susceptible, dans les limites autorisées par la loi en vigueur, d'avoir agi sur la foi de, ou d'avoir utilisé les informations contenues dans les présentes, ou les travaux de recherche ou d'analyses sur le fondement desquels elles sont communiquées, et ce préalablement à la publication de ce document. BNP Paribas est susceptible d'obtenir une rémunération ou de chercher à être rémunéré au titre de services d'investissement fournis à l'une quelconque des personnes mentionnées dans ce document dans les trois mois suivant sa publication. Toute personne mentionnée aux présentes est susceptible d'avoir reçu des extraits du présent document préalablement à sa publication afin de vérifier l'exactitude des faits sur le fondement desquelles il a été élaboré.

Ce document est élaboré par une société du Groupe BNP Paribas. Il est conçu à l'intention exclusive des destinataires qui en sont bénéficiaires et ne saurait en aucune façon être reproduit (en tout ou partie) ou même transmis à toute autre personne ou entité sans le consentement préalable écrit de BNP Paribas. En recevant ce document, vous acceptez d'être engagés par les termes des restrictions ci-dessus.

BNP Paribas est constituée en France sous forme de société anonyme, et agréée et supervisée en tant qu'établissement de crédit par la Banque centrale européenne (BCE) et en tant que prestataire de services d'investissement par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et l'Autorité des marchés financiers (AMF). Le siège social de BNP Paribas est situé au 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris, France.

Les informations contenues dans le présent document peuvent, en tout ou partie, avoir déjà été publiées sur le site <https://globalmarkets.bnpparibas.com>.

Pour les avertissements par pays (Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni, Allemagne, Belgique, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal, Espagne, Suisse, Brésil, Turquie, Israël, Bahreïn, Afrique du Sud, Australie, Chine, Hong Kong, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Singapour, Corée du Sud, Taiwan, Thaïlande, Vietnam) veuillez consulter le document suivant :

https://economic-research.bnpparibas.com/LegalNotice/Markets_360_Country_Specific_Notices.pdf

© BNP Paribas (2024). Tous droits réservés.

Bulletin publié par les Etudes Economiques – BNP PARIBAS
Siège social : 16 boulevard des Italiens – 75009 PARIS / Tél : +33 (0) 1.42.98.12.34
Internet : www.group.bnpparibas - www.economic-research.bnpparibas.com
Directeur de la publication : Jean Lemierre
Directrice de la rédaction : Isabelle Mateos y Lago
Copyright : Dilok Klaisataporn



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change